Système éducatif et aménagement du territoire : le haut pays niçois

Raphaël Comillon, Jean-Paul Bocci et Michel Gourdet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3324>
DOI : 10.4000/ries.3324
ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1996
Pagination : 91-102
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Raphaël Comillon, Jean-Paul Bocci et Michel Gourdet, « Système éducatif et aménagement du territoire : le haut pays niçois », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 10 | 1996, mis en ligne le 30 juillet 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3324> ; DOI : 10.4000/ries.3324

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Système éducatif et aménagement du territoire : le haut pays niçois

Raphaël Comillon, Jean-Paul Bocci et Michel Gourdet

Le territoire

- 1 Insérées entre les grandes chaînes frontalières et les premiers reliefs côtiers, à seulement quelques dizaines de kilomètres au nord de Nice et des plages, les vallées¹ du haut pays niçois, avec leurs magnifiques paysages naturels et leurs réserves hydrologiques, représentent le principal patrimoine durable d'un littoral surfréquenté et bétonné.
- 2 Mais le développement est chaotique car depuis plus d'un siècle, attirés par les emplois et les revenus réguliers offerts lors de la création des multiples activités commerciales, industrielles ou de services liées au tourisme et à l'essor immobilier, les hommes ont quitté en masse les villages et les champs du haut pays pour venir s'installer sur la Côte.
- 3 Les communes rurales du département des Alpes-Maritimes ont subi de plein fouet cette rupture remarquée par d'autres². Elles ne représentent plus que 6 % de sa population totale. Le maintien des écoles ou des collèges dans ces zones en déprise pose ici les mêmes problèmes que dans d'autres régions de notre territoire national.
- 4 Cette situation est renforcée par la taille des communes qui résistent encore. En effet, comme Raoul Blanchard³ le signalait déjà avant la guerre, nous avons affaire à de véritables « communes de poches ». Les villages sont de petites communautés humaines atteignant exceptionnellement deux mille habitants. La population totale d'une vallée reste le plus souvent inférieure à cinq mille habitants. En outre, l'accès à cet espace préservé reste aujourd'hui encore relativement dissuasif pour des automobilistes toujours pressés.
- 5 Conscientes de l'isolement de cet espace accidenté du département, les collectivités territoriales modernisent les infrastructures routières. Dans le cadre d'un plan pluriannuel d'aménagement routier, de nombreux travaux permettent à de nouveaux

« clients » d'accéder plus facilement aux ressources et aux richesses du haut pays. Ces modernisations profitent aussi au ramassage scolaire, et les conditions de transport des élèves du primaire ou des collèges en sont améliorées. L'inspection académique et le rectorat mènent de leur côté une politique active en faveur du maintien des classes primaires et de l'offre d'accueil dans les internats des sept collèges du haut pays.

- 6 Plus généralement, la stratégie des services publics vise à maintenir les services essentiels aux populations. Cette politique est ici primordiale, car, malgré sa rudesse montagnarde et une certaine désertification, la partie haute du département des Alpes-Maritimes est un espace de vie attractif⁴ pour les diverses formes de tourisme⁵. Aux portes de la sixième ville de France, à quelques dizaines de kilomètres du troisième aéroport national, les atouts du développement sont certes nombreux ; mais comment ne pas rester en panne, face à la concurrence de la mer et des autres régions touristiques ?
- 7 Des résidents permanents aux institutions locales, chacun reste mobilisé puisque, compte tenu de la conjoncture, il faut continuer à avoir des idées, et surtout plus que jamais faciliter les échanges. Le système éducatif prend sa part de cette « obligation » qui s'impose aux efforts collectifs. Impulsé par le Recteur, un projet de développement original vise à soutenir les actions initiées dans ces territoires montagnards.

Mobilisation générale

- 8 Qui ne connaît la liste des services essentiels et indispensables à la vie locale d'un territoire ! L'école est bien souvent le premier service public attendu des populations, des élus, de chaque acteur local. La trace de cette « mission » se retrouve dans les documents de communication du rectorat. Ils rappellent que le système éducatif « a pour objectif d'assurer le meilleur service public à tous les habitants. Par une politique volontariste, avec son réseau confirmé d'écoles primaires et de collèges, l'académie de Nice assure ainsi la pérennité du service public dans le haut pays à tous ceux qui souhaitent travailler ou seulement y résider. Outre sa mission première d'éducation et de formation, elle contribue ainsi au maintien d'une vie sociale et économique active⁶ ».
- 9 Mais comment faire passer dans la réalité des intentions louables ? La pierre angulaire de la politique de développement local des établissements scolaires passe d'abord par le recours à la démarche de projet. Tous ceux qui ont la charge d'accompagner au plus près du terrain les missions du service public d'éducation partagent le constat officiel qui rappelle que les établissements scolaires « demeurent l'une des dernières structures d'animation [et que] leur ouverture vers l'extérieur doit les conduire à devenir les centres de ressources sur le plan humain, intellectuel et matériel⁷ ». Cette position étant confirmée dans le *Nouveau contrat pour l'école* par diverses mesures⁸.
- 10 Plus récemment ces objectifs nationaux ont été repris et précisés dans le *Projet académique de développement*. Ce document structure maintenant la ligne d'action des responsables du système éducatif de l'académie. Il définit la politique de l'académie, présente son pilotage au plus près du terrain et les incitations prévues par le rectorat.
- 11 Le problème de développement de la zone des vallées y est ainsi énoncé :

« Les différentes zones montagneuses des vallées de la Tinée, de la Vesubie et de la Roya, comptent sept collèges. Il apparaît indispensable d'aborder cette ruralité de façon positive en créant toutes les conditions matérielles, tant au plan de l'hébergement que de l'enseignement, afin de faire de ces établissements des

centres non seulement de formation initiale, mais aussi continue, et, surtout, des pôles d'animation culturelle et sportive ».

- 12 Ce document note aussi qu'il est nécessaire d'« amener tous les partenaires du système éducatif à mener une politique volontariste et non pas de gestion sclérosante et paralysante. L'académie de Nice proposera un plan spécifique de développement du système éducatif en zone rurale, en partenariat avec les collectivités locales concernées⁹ ».
- 13 Comment gagner ce pari difficile ? Certes les établissements ruraux entendent jouer un rôle moteur dans le développement local, certes ils souhaitent mettre en place une politique incitative de partenariat avec leur environnement local, certes ils veulent établir des liaisons et des interactions avec certains services académiques comme l'Action culturelle, la MAFPEN, le CAFOC, les GRETA¹⁰. Mais comment les rendre plus fréquentes ? Avec qui impulser cette démarche en direction des divers réseaux locaux existant ?

Enrichissement des fonctions d'un collège

- 14 Il ne saurait être question de passer en revue tout ce qui est entrepris pour répondre aux différentes attentes institutionnelles ou locales. Mais quelques exemples permettront de comprendre comment les instructions, les orientations, les incitations diverses trouvent localement leur chemin.
- 15 Au centre du haut pays, le collège de la Vésubie offre un exemple de ce que l'école peut apporter de nos jours à ses élèves et aux populations qui vivent autour d'un établissement scolaire. Mobiliser ses ressources, informer son environnement sont les deux démarches nécessaires pour faire comprendre les objectifs que l'on se donne : animer, innover, diversifier. Même si ces objectifs peuvent paraître simples, ils ne sont jamais simplistes. Pour être reconnu comme un acteur de la vie locale, l'établissement a d'abord besoin de dire ce qu'il fait. Il faut cependant remarquer que si sa participation au développement local est réelle et efficace, c'est aussi parce que sa hiérarchie lui apporte attention et soutien.
- 16 La fonction d'animation peut prendre de multiples formes, mais elle est indispensable¹¹. L'innovation pour être crédible ne peut être mise en œuvre qu'avec un soutien actif des disciplines et des équipes pédagogiques. Elle doit donner lieu à des activités permettant d'entretenir à l'extérieur une image positive de l'établissement. Celle-ci n'étant pas toujours forcément étroitement dépendante du simple palmarès de l'établissement. Si, pour animer, l'établissement doit diversifier ses activités, il doit aussi faire en sorte que ses fonctions nouvelles contribuent à améliorer son image et le climat de réussite indispensable à celle-ci.
- 17 Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont bien sûr les moteurs incontournables de ce changement. Elles permettent de faciliter les échanges, non seulement entre les différents établissements scolaires d'un même territoire, mais aussi avec les autres établissements. Si la sortie de l'isolement ne se décrète pas, elle doit en revanche être construite en intégrant toutes les nouvelles possibilités technologiques.
- 18 À partir d'une expérience pilote développée avec l'appui de la DATAR¹² dans l'arrière-pays grassois, la vallée de la Vésubie compte bien très rapidement être capable de mettre les classes de ses différentes écoles en réseaux. Le principe des « écoles réticulaires » permet aux élèves et aux maîtres d'une zone donnée de faire circuler des documents, des

productions scolaires et pédagogiques, de travailler ensemble, et même de se réunir selon leurs besoins. La souplesse, la rapidité, le faible coût des échanges sur un tel réseau permet de concrétiser l'importance de la communication, de l'autonomie, de la solidarité, indispensables au quotidien pour tous les habitants d'un territoire.

- 19 Mais dans le cas des zones isolées il ne suffit pas de développer les échanges avec les établissements scolaires voisins, il faut aussi aller chercher des partenaires nouveaux à l'intérieur même de son propre système. A ce niveau, il est important de multiplier les engagements conventionnels ou contractuels avec d'autres secteurs de la formation¹³, sans oublier les contacts fréquents avec les partenaires extérieurs. Les institutions du secteur de l'environnement, du patrimoine, de la culture peuvent soit favoriser le démarrage des actions que l'on a soi-même programmées, soit offrir localement des participations fructueuses aux opérations dont ses institutions sont responsables d'une manière globale.
- 20 Enfin, l'action sur le milieu local passe par le développement de dispositifs spécifiques. C'est ainsi que la création de centres de ressources peut permettre d'assurer une animation en direction de l'extérieur, non seulement au profit des autres établissements, mais aussi en organisant localement des manifestations ponctuelles autour d'un thème spécifique ou d'un événement.

Partenariat, développement, milieu local

- 21 Même si un territoire perd un certain nombre d'habitants, cette perte est toujours compensée par l'arrivée de nouveaux flux de population. De telles arrivées sont souvent ponctuelles : saisonnières, de fin de semaine, etc. ; elles peuvent aussi concerner de nouveaux arrivants. Ces derniers sont alors porteurs de projets forts d'installation et de « vie au pays ». Travailler avec eux est une priorité. En effet, leur culture différente, leur motivation, leur approche renouvelée des problèmes locaux contribuent largement à faire évoluer les mentalités. Grâce à eux, de nouvelles actions collectives peuvent voir le jour. Indirectement, tout partenariat école/population permet de vivifier le tissu économique.
- 22 La participation à une politique de développement implique que tout développeur local prenne en compte ces nouveaux arrivants. Souvent plus jeunes, plus volontaires, organisés autrement, ils proposent des solutions tout en ayant besoin d'être aidés pour leur insertion dans un milieu local restant la plupart du temps sceptique. Les connaître, pour construire avec eux de nouveaux partenariats est indispensable, en particulier quand ils agissent dans le cadre associatif. Tout projet élaboré en commun, toute participation même minime à la réalisation d'un programme contribuent aussi à la faire reconnaître localement.

Document

La ferme pédagogique de l'ANFAN

La ferme pédagogique de l'Association nature et formation dans les Alpes niçoises (ANFAN) est installée dans deux bâtiments modernes, implantés dans le quartier de la Madonette à Roquebillière. Elle participe localement au développement du tourisme rural et pédagogique.

Un premier bâtiment abrite les animaux ainsi que les aliments et les matériels spécifiques nécessaires pour assurer leurs soins. Le cheptel est varié, et il s'accroît constamment afin de répondre aux demandes pédagogiques des classes qui fréquentent les installations. Dans un second bâtiment, les élèves trouvent des locaux dans lesquels, sous la direction de leurs enseignants, ils peuvent poursuivre l'exploitation de leur projet pédagogique nécessaire. Un grand nombre de thèmes d'étude et de travail peut ainsi être abordé durant le séjour des élèves et des enseignants qui ont à leur disposition le matériel informatique et multimédia nécessaire.

Les activités proposées se déroulent non seulement à la ferme, mais aussi dans des exploitations agricoles où les élèves des classes visiteuses (classes de neige, classes environnement) peuvent observer les animaux dans leur milieu, rencontrer les éleveurs et les agriculteurs. Actuellement, le réseau des exploitants permet de présenter aux élèves diverses situations agraires comme l'élevage du cheval de Merens, celui des ovins ou encore l'apiculture. La variété de ce dispositif permet d'accueillir conjointement plusieurs groupes d'élèves.

Les élèves ont aussi la possibilité de participer à des activités de pleine nature, soit en groupe avec leur maître, soit encadrés par des personnels du parc du Mercantour. Les terrains d'observation offerts sont multiples : faune, flore, eau.

Une telle structure permet de répondre à une demande éducative en croissance régulière portant sur la connaissance des animaux traditionnels du monde rural. Mais l'offre faite aux élèves et aux maîtres ne se limite pas à une simple mise à disposition, compte tenu de son réseau d'exploitants. Ils trouvent ainsi ensemble des conditions de travail en pertinence avec leur projet pédagogique.

L'originalité de cette ferme est aussi de prendre en compte un des grands principes du développement efficace : le partenariat avec le milieu local. Les élèves et les enseignants visiteurs peuvent varier leurs approches du monde rural et du monde agricole. Leurs rencontres *in situ* avec des professionnels de la société paysanne leur permet d'approcher la diversité des situations de travail tout en développant une réflexion concrète sur l'environnement.

Chacun à sa manière, le collège comme la ferme pédagogique participent à l'accompagnement des efforts entrepris par ceux qui travaillent à faire mieux connaître les vallées auprès des populations de la Côte.

- 23 C'est ainsi qu'une association, l'ANFAN¹⁴, est à l'initiative de la création d'une ferme pédagogique à Roquebillière. Des jeunes animateurs accueillent dans cette ferme les élèves des classes primaires, lors de leurs séjours à l'« école des neiges », installée dans le village voisin de la Colmiane. Les élèves des collèges de la Côte, concernés par les séjours de classe environnement, y trouvent aussi, en liaison avec le centre de ressources à l'environnement du collège, des structures pédagogiques et documentaires adaptées à la réussite de leur projet pédagogique.

Les logiques de développement

- 24 Rares sont les territoires à accepter leur déclin. Tous souhaitent se développer seuls ou en partenariat. Dans ce haut pays des Alpes-Maritimes, le système éducatif joue une carte, qui est celle d'un développement opéré avec des partenaires locaux. Aux yeux de certains, une telle stratégie peut apparaître comme trop lente ou trop compliquée, parfois même compromettante. Dans un territoire, dont la principale dimension est l'espace, les hommes, eux, ne doivent pas oublier qu'ils disposent de sa dimension complémentaire : le temps. Seule la maîtrise de celui-ci permet d'accompagner un développement qui tâtonne.
- 25 Rappelons que si le développement local¹⁵ participe concrètement au positionnement stratégique de la politique d'aménagement du territoire, le travail mené doit articuler les trois fonctions majeures de l'aménagement : « anticipation, compétitivité des territoires et solidarité¹⁶ ».
- 26 Les établissements publics locaux d'éducation (EPL), les écoles, sont particulièrement bien placés pour participer, avec leurs partenaires, aux efforts entrepris par ceux qui s'engagent dans la mise en œuvre d'une véritable politique de pays. Certes, leurs activités restent essentiellement pédagogiques, mais elles peuvent jouer leur rôle dans la promotion d'un territoire auprès de publics extérieurs au monde éducatif.
- 27 Les personnels éducatifs retrouvent ici un rôle local qui s'est peu à peu perdu. En effet, au-delà de sa fonction ou de sa discipline, tout enseignant possède des compétences qui trouvent naturellement leur place dans le travail de terrain avec les acteurs locaux. Dans les territoires ruraux, les membres des divers secteurs d'activités (productif, marchand, politique, éducatif) se ressemblent sans le savoir. Ce sont des pluriactifs qui ne peuvent pas, pour se maintenir sur leur territoire, se contenter de conduire une seule activité. Chacun a aussi besoin d'entretenir des contacts avec les urbains, aussi bien pour compléter un chiffre d'affaires annuel que pour faire exister la fonction citoyenne.
- 28 L'établissement scolaire est certes d'abord un lieu où l'on enseigne, mais dans le cas d'un espace en difficulté et isolé, c'est aussi un relais, un partenaire incontournable dans une pédagogie orientée vers la valorisation d'un territoire.
- 29 Dans quelques années, les établissements du haut pays, forts des expériences capitalisées, auront appris à mieux mettre en commun leurs expériences, leurs solutions, leurs potentialités. Le service public d'éducation en milieu rural occupera alors une place de référence dans ce que seront les politiques locales de développement au XXI^e siècle.
- 30 Les habitants du littoral, encore trop confinés sur leur bande côtière, sont les premiers clients naturels de cet arrière-pays. La défense et la reconnaissance des vallées passent aussi par leur intermédiaire. Là encore, le système éducatif peut aider à faire évoluer les habitudes, les mentalités, les demandes. Chaque élève revenant d'un séjour de travail dans le haut pays est, à son retour sur la Côte, un individu capable de faire partager sa connaissance de cet espace naturel. Il est un relais précieux pour tous ceux qui ont l'habitude d'y vivre et qui veulent que d'autres partagent aussi cet attachement.
- 31 Rien de ce qui a été recherché, conduit, réalisé depuis quelques années n'est acquis pour toujours, il faut poursuivre les efforts, en particulier en améliorant encore les capacités d'adaptation et d'accueil de l'ensemble du système local.

- 32 Pour aller plus loin, un dispositif spécifique a été mis en place par le Recteur de l'académie de Nice. Il repose d'abord sur la création en 1995 d'une mission « Valorisation du haut pays », créée pour aider, impulser, informer, faciliter les relations avec les différents partenaires et les autres acteurs (locaux, départementaux ou régionaux) impliqués dans le développement local.
- 33 Depuis le mois de janvier 1996, il a été complété dans le cadre de l'opération « Ingénieurs pour l'école » par l'affectation auprès du chargé de mission « Valorisation du haut pays », d'un ingénieur de la société Thomson. Celui-ci doit « contribuer à développer la réflexion et les actions de l'Éducation nationale en ce qui concerne l'aménagement du territoire dans le haut pays¹⁷ ». L'arrivée d'un professionnel porteur d'un regard, de techniques et de méthodes extérieurs au système éducatif doit apporter une valeur ajoutée non négligeable.
- 34 D'autres opérations, comme celle visant à la mise en place d'un « point public » contribue à assurer ou à valoriser les services au public en partenariat avec le monde de l'éducation. Réalisé en commun avec le conseil général, la mairie de Roquebillière, l'Association de développement et d'économie montagnarde (ADEM), l'ANFAN, le Point information jeunesse (PIJ), le collège de la Vésubie, cet espace ouvert à la population de la vallée est tout à la fois un centre d'information, un espace de contacts et de démarches, une antenne d'assistance administrative et technique largement ouvert.
- 35 La démarche ainsi entreprise par le service public d'éducation vise actuellement à dynamiser et à développer les échanges dans un espace naturel, culturel, humain en situation difficile en prenant en compte les multiples dimensions d'une situation par définition toujours complexe.
- 36 Peu à peu, les opérateurs au travail dans ce vaste territoire, au fur et à mesure de la multiplication des contacts, apprennent à se connaître. Il est raisonnable de penser que, maintenant, les finalités de la mise en œuvre d'une politique de pays sont mieux définies. Le travail conduit prenant appui sur une démarche de projet et de partenariat, les acteurs cherchent à faire évoluer leurs missions et leurs fonctions traditionnelles. Ce n'est que par la prise en compte, aujourd'hui, qu'ils pourront demain réussir à apporter, dans le cadre d'un changement durable, les services renouvelés dont les populations locales ont tant besoin chaque jour.

ANNEXES

Annexe 1

Le collège de la Vésubie

La mise en place d'une dominante musique a donné, il y a quelques années, le coup d'envoi permettant à l'établissement de proposer à sa clientèle scolaire une activité attirante et valorisante, appuyée dès l'origine sur la musique assistée par ordinateur.

Les divers services académiques ayant reçu pour instruction de développer les activités culturelles, le collège de la Vésubie, a été choisi, dès 1993, pour devenir l'un des pôles de

référence académique de développement de l'éducation artistique¹⁸. Cette décision en a entraîné d'autres, comme celle d'organiser en 1994, au collège, le premier festival du livre de la vallée de la Vésubie.

Dans la logique de mise à disposition des technologies facilitant la rupture de l'isolement, et dans le cadre d'une politique départementale, un effort spécifique est fait pour permettre aux élèves et aux jeunes de la Vésubie d'accéder aux nouvelles techniques d'information et de communication (NITC). Aussi bien à partir de crédits du conseil général que de crédits académiques, le collège fait fonctionner un centre multimédia avec une salle de visioconférence. Les équipements sont aussi accessibles à des publics autres que les publics scolaires : enseignants lors des stages de formation, responsables institutionnels ou professionnels travaillant dans la vallée¹⁹.

Un accord entre le conseil général des Alpes-Maritimes et le rectorat, permet le raccordement à Internet. Le collège pourra ainsi élargir ses contacts avec d'autres établissements, d'autres acteurs. Avec ses équipements de base, il participe aussi à la mise en réseau informatique des écoles de la Vésubie. Cette opération, issue d'un projet DATAR expérimenté dans le pays grassois, consiste à relier entre elles les écoles rurales vésubiennes en s'appuyant sur le collège et en mettant en synergie les personnels, les infrastructures télématiques, les documentations.

Le collège peut aussi compter sur la présence d'un Centre de ressources à l'éducation à l'environnement (CERFE). Un tel centre est d'abord destiné à répondre aux besoins des maîtres et des élèves des classes environnement, mais il permet à tous les intervenants extérieurs au système éducatif concernés par les problèmes environnementaux (Parcs, Office national des forêts, universitaires) de se rencontrer, de diffuser des informations, d'agir dans le domaine de l'éducation et de la protection de l'environnement, en particulier lors des opérations d'animation qu'il conduit. En 1995, le CERFE a ainsi monté, organisé et réalisé, en coopération avec le laboratoire de didactique et d'épistémologie des sciences de l'université de Genève, une université d'été « Les ressources de l'éducation pour l'environnement – formateurs, partenaires, centres spécialisés ».

Annexe 2

Le Centre d'études, de ressources et de formation à l'environnement (CERFE)

Objectifs

Dans le cadre de la politique académique concernant l'éducation à l'environnement, et comme élément de réponse à la demande ministérielle (doublement des classes d'environnement), le Centre d'études, de ressources et de formation à l'environnement doit, à partir des éléments déjà existants, faciliter, coordonner, promouvoir l'éducation et la formation à l'environnement, en s'appuyant fortement sur des actions de terrain par l'organisation de stages, de séjours, l'accompagnement de projets, la création ou la participation à des manifestations concernant l'environnement.

Utilisateurs

- Les élèves et les maîtres en classes d'environnement (premier et second degrés).
- Les maîtres du premier et du second degrés en formation continue.
- Les formateurs (formation de formateurs et recherche pédagogique).
- Les maîtres du premier et du second degrés en formation initiale (y compris en formation initiale spécifique) avec la possibilité de classes d'application lors des stages en tutelle ou en responsabilité.

- Les personnels enseignants désirant accéder à des ressources pédagogiques.
- Les personnels en formation professionnelle des adultes (métiers de l'animation, de la montagne, etc.).

De façon plus générale, tout partenaire intéressé par les moyens en accueil et en ressources pédagogiques disponibles dans le centre.

Description du centre

Le centre est constitué de locaux pédagogiques et de locaux d'hébergement. Les locaux pédagogiques sont situés dans le collège (salles de réunion, de travail, de documentation, de projection, etc.) et dans la ferme pédagogique. Situés au collège, les locaux d'hébergement permettent la restauration à midi et la pension complète. Des hébergements complémentaires sont disponibles à proximité. Le centre peut accueillir simultanément des stages de formation d'adultes et de classes d'environnement. La documentation regroupe des documents écrits ainsi que des documents multimédias. Le centre a pour objectif de devenir un pôle d'excellence dans le domaine de l'environnement.

Partenaires

- Le rectorat (MAFPEN, mission action culturelle, Inspection pédagogique, CAFOC).
- L'inspection académique des Alpes-Maritimes pour la formation continue des maîtres du premier degré et les classes d'environnement.
- L'IUFM pour la formation initiale des maîtres et les classes d'application.
- Lé CRDP et le CDDP 06 pour les ressources documentaires.
- Le collège de la Vésubie pour les locaux pédagogiques et l'hébergement.
- Le conseil régional PACA.
- Le conseil général des Alpes-Maritimes.
- La commune de Roquebillière.
- L'Association départementale d'économie montagnarde.
- L'ANFAN pour la ferme pédagogique et les relations avec les partenaires locaux.
- Le parc national du Mercantour.
- D'autres partenaires sont recherchés (associations travaillant dans le domaine de l'environnement, municipalités, ONF, monde agricole, etc.).

NOTES

1. Vallées du Var avec Puget-Théniers, Guillaume ; de la Roya avec Sospel, Breil ; de la Tinée avec Saint-Sauveur, Isola, Saint-Étienne ; du Cians avec Beuil, Valberg, Péone ; de la Vésubie avec Lantosque, Roquebillière, Saint-Martin.

2. Bertrand Hervieu et Edgard Pisani parlent en effet de « ce mouvement de rupture entre économie d'une part, territoire et société de l'autre, rupture de l'équilibre traditionnel qui a fondé un mode de vie et une civilisation ». « Quelle agriculture pour l'Europe ? », *Le Monde*, 12 mars 1996, p. 15

3. Raoul Blanchard (1877-1965), géographe français, enseignant à Grenoble, a fondé l'Institut de géographie alpine et la Revue de *géographie alpine*.

4. *Ibid.* note 2. Ces auteurs précisent encore qu'il faudra bien rapidement « répondre aux besoins d'une population urbanisée qui veut un territoire où chacun s'insère comme être et comme travailleur », en devenant de plus en plus producteur « d'immatériel dans deux directions différentes. La première rassemble ce qui a trait à la culture, à la santé, à la gastronomie, au

tourisme, à la pédagogie et à la formation des enfants. Des nouveaux métiers sont à inventer pour répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens ».

5. Les principales catégories touristiques présentes sont : le tourisme de séjour, le tourisme social et familial (surtout l'été), le tourisme vert, le tourisme culturel, le tourisme de santé, le tourisme sportif, le tourisme pédestre, le tourisme de neige et maintenant le tourisme pédagogique. En dehors de la saison d'été, le visiteur courant reste l'excursionniste (personne venant passer la journée depuis la Côte), parfois le touriste (personne venant passer au moins une nuitée), exceptionnellement le vacancier (personne séjournant au moins trois jours pour les loisirs).

6. *Anatomie de l'académie*, Rectorat de Nice, avril 1994, p. 10.

7. Note relative au service public d'éducation en milieu rural et à l'aménagement du territoire, ministère de l'Éducation nationale, direction des Écoles, DE/CM/JPD n° 5 du 27 janvier 1994, p. 6.

8. Par exemple la mesure n° 99, *Nouveau contrat pour l'école*, ministère de l'Éducation nationale, Paris, 1^{er} septembre 1994, 16 p.

9. *Projet académique de développement - 1995/2000*, Rectorat de Nice, novembre 1994, p. 17.

10. MAFFEN : mission académique à la formation des personnels ; CAFOC : centre académique de formation continue ; GRETA : groupement d'établissements (centre de formation professionnelle continue).

11. Voir en annexe 1 l'exemple du collège de la Vesubie.

12. Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

13. Cf. note 7.

14. Association nature et formation dans les Alpes niçoises.

15. Cf. la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République.

16. Jean-Pierre Dupont, « Le magistère de la boussole », *Lettre de la DATAR*, n° 141 bis, février 1993, p. 1.

17. Cahier des charges de l'« ingénieur pour l'école », Rectorat de Nice, janvier 1996.

18. Protocole d'accord du 17 mars 1993.

19. Les responsables de la formation continue des personnels de santé organisent des visioconférences entre Nice et Roquebillière.

RÉSUMÉS

Le développement des services publics d'éducation dans le haut pays niçois s'inscrit dans une logique de valorisation et d'aménagement local. Les partenariats créent un réseau de synergies entre économie, culture et patrimoine, environnement et administration. Les fonctions de base de l'école, placée au cœur d'une activité plurielle, pôle public d'animation, s'en trouvent enrichies.

INDEX

Index géographique : France

Mots-clés : développement régional, école rurale, établissement d'enseignement, milieu rural

AUTEURS

RAPHAËL COMILLON

Maître de conférences, chargé de mission pour la valorisation du haut pays, rectorat de Nice, France.

JEAN-PAUL BOCCI

Ingénieur pour l'école, chargé de l'aménagement du territoire, rectorat de Nice, France.

MICHEL GOURDET

Consultant interne, mission académique de formation des personnels de l'Éducation nationale, rectorat de Nice, France.